Décembre 2016

CAFTA ACCA
Canadian Agri-Food Trade Alliance | Alliance canadienne du commerce agroalimentaire

ACCA – *Perspectives commerciales*

L'ACCA est le porte-parole national des exportateurs agroalimentaires du Canada

L'ACCA donne son appui conditionnel à l'AECG

La directrice générale de l'ACCA, Claire Citeau, a comparu au nom des membres devant le Comité permanent du commerce international en novembre pour discuter de l'accord économique et commercial global (AECG) entre l'UE et le Canada, et du projet de loi C-30, la loi sur la mise en œuvre du traité. L'ACCA a jusqu'à maintenant exprimé son appui à l'AECG puisque le marché de l'UE est susceptible de procurer d'importants avantages aux exportateurs agroalimentaires. Mme Citeau a souligné que l'ACCA affirme depuis longtemps que pour permettre aux membres d'obtenir un véritable accès, il faut régler à la fois les questions relatives aux barrières tarifaires et celles relatives aux barrières non tarifaires, et ce, avant la mise en œuvre de l'AECG.

Il apparaît aujourd'hui évident qu'il pourrait s'écouler un certain temps avant que l'accès commercialement viable promis à tous les exportateurs se concrétise pleinement. Il reste un certain nombre de questions non réglées, dont l'approbation en temps opportun des caractéristiques biotechnologiques, l'approbation en temps opportun et la réévaluation des intrants de culture et l'approbation des systèmes de transformation de la viande au Canada. Mme Citeau a mentionné au Comité que malgré le travail qu'il reste à faire, il existe un potentiel d'exportations annuelles supplémentaire de l'ordre de 1,5 milliard $. L'ACCA appuie l'adoption du projet de loi C-30 et de la mise en œuvre de l'AECG à trois conditions.

- Premièrement, l'engagement du gouvernement du Canada à souscrire à une **stratégie de sensibilisation dotée de ressources appropriées et à un plan complet de mise œuvre de l'AECG** pour assurer un accès véritable pour tous les exportateurs, y compris, sans toutefois s'y limiter, aux secteurs des secteurs des grains, des oléagineux et des viandes.
- Deuxièmement, la recommandation du **Comité dans son rapport** sur le projet de loi C-30 que le gouvernement du Canada souscrive à ce plan jusqu'à ce que l'accès soit commercialement viable.
- Troisièmement, l'engagement du gouvernement du Canada **à tout mettre en œuvre pour éliminer les obstacles techniques** avant la mise en œuvre de l'AECG.

Le mémoire de l'ACCA sur l'AECG présenté au Comité permanent du commerce international est affiché sur le site du Parlement à l'adresse et peut être consulté ici.

L'ACCA à Genève pour les réunions de l'OMC sur l'agriculture et des dirigeants agricoles du Groupe de Cairns

Le vendredi 11 novembre 2016, des ambassadeurs, des négociateurs principaux et des dirigeants agricoles se sont rencontrés à Genève dans le cadre des réunions des dirigeants agricoles du Groupe de Cairns en marge des négociations sur l'agriculture de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Au programme, des discussions concernant ce que les agriculteurs attendent de l'OMC, ainsi que des séances sur l'état d'avancement des négociations.

Suite 1207, 350 Sparks Street Ottawa, Ontario K1R 7S8 T 613.560.0500 F 613.233.2860 CAFTA.ORG

La directrice générale de l'ACCA, Claire Citeau, a présenté les priorités des membres et insisté sur la nécessité de supprimer les barrières tarifaires et non tarifaires (LMR, présence à faible concentration, etc.), ainsi que toutes les formes de subventions qui faussent les échanges du secteur agricole et agroalimentaire du Canada, une industrie axée sur l'exportation. Les aides qui faussent les échanges commerciaux peuvent procurer à d'autres exportateurs un avantage indu sur les marchés mondiaux et peuvent également entraîner de graves effets de remplacement des importations. Dans le passé, les agriculteurs canadiens se sont concentrés principalement sur les politiques et subventions agricoles des É.-U. et de l'UE, mais en diversifiant notre profil d'exportation, nous nous sommes de plus en plus penchés sur les subventions qui faussent les échanges dans les marchés émergents, comme l'Inde et la Chine, entre autres.

L'ACCA et ses homologues de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Brésil ont clairement signalé dans le cadre des réunions des dirigeants agricoles du Groupe de Cairns que les gouvernements devraient prendre des mesures pour faire avancer la réforme du commerce agricole. Comme les distorsions du commerce rendent difficile la productivité et la valorisation pour des producteurs sur les marchés internationaux, et la mise en place de règles équitables est une priorité.

Les membres de l'OMC se préparent pour la 11e Conférence ministérielle de l'OMC, qui aura lieu à Buenos Aires, en Argentine, en décembre 2017. Le programme est en cours de négociation, mais l'établissement de nouvelles limites en matière de soutien national responsable de distorsions commerciales pour l'agriculture serait désormais une priorité pour la majorité des membres. Les membres envisagent également divers moyens pour s'attaquer aux obstacles à l'accès aux marchés pour le commerce agricole et pour améliorer la transparence dans le recours aux restrictions à l'exportation. Le rapport de l'OMC sur les dernières négociations est disponible ici.

Pour une mise à jour et un historique sur l'agriculture à l'OMC, consultez le site Web de l'ACCA : www.cafta.org.

L'ACCA comparaît devant le Comité permanent de l'agriculture de la Chambre des communes

Mme Citeau a également comparu devant le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire pour soumettre les priorités des membres de l'ACCA concernant le prochain Cadre stratégique pour l'agriculture (CSA). Mme Citeau a souligné l'importance d'un **accès concurrentiel** aux marchés mondiaux pour les exportateurs agroalimentaires canadiens. Mme Citeau a expliqué pourquoi le commerce international est essentiel pour l'agriculture canadienne et mentionné que les barrières tarifaires et non tarifaires nous empêchent de rivaliser avec des concurrents qui ont un accès préférentiel parce que leurs gouvernements ont des accords commerciaux que le Canada n'as pas, comme l'Australie qui a déjà des accords avec le Japon et la Chine.

La nécessité de disposer de ressources adéquates pour les ministères et organismes responsables des négociations commerciales ainsi que la résolution des problèmes d'accès aux marchés afin de permettre à

ces organisations de s'acquitter correctement de leur mandat figurent parmi les recommandations faites dans la déclaration de l'ACCA concernant le CSA.

Sur la Colline parlementaire

- La Chambre des communes a appuyé cette semaine à l'étape de la deuxième lecture le **projet de loi C-30** qui mettrait en œuvre l'AECG. Le projet de loi a été renvoyé au Comité du commerce de la Chambre des communes. La répartition des voix (266 contre 39) est disponible ici.
- Le projet de loi **C-31,** la loi mettant en œuvre l'accord commercial entre le Canada et l'Ukraine a également obtenu une approbation et est actuellement étudié par le Comité du commerce.

Le point sur le commerce

Partenariat transpacifique (PTP)

- Le 9 décembre, le Japon est devenu le premier pays à ratifier le Partenariat transpacifique (PTP), l'accord de libre-échange visant à regrouper douze pays du Pacifique, espérant que l'accord puisse être relancé lorsque les conditions seront plus favorables.
- Le futur président Trump a promis le mois dernier de se retirer du PTP après son inauguration en janvier. Il le remplacerait plutôt par des accords commerciaux négociés bilatéralement.
- La Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Mexique, entre autres signataires du PTP, poursuivent leurs processus législatifs. Huit des douze signataires du PTP ont soumis ce traité à leurs législatures respectives. L'accord, en préparation depuis sept ans, doit être ratifié par au moins six pays totalisant 85 % du produit intérieur brut combiné des pays membres.
- Nous espérons que le Canada va emboîter le pas. L'ACCA continue de promouvoir le PTP et les résultats obtenus. Lisez notre dernier article d'opinion (en anglais) afin de savoir comment le Canada peut sauver le PTP et conduire les pays vers une nouvelle approche.

Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'UE

- En Europe : Le vote de ratification de l'AECG en séance plénière est prévu le 2 février 2017.
- Au Canada : Le vote de ratification de l'AECG à la Chambre des communes est prévu au début de 2017. La loi sur la mise en œuvre de l'AECG (projet de loi C-30) devra encore être examinée par le Sénat, a besoin d'une sanction royale et devra de plus faire l'objet de nouvelles consultations au sujet de mesures législatives particulières et de modifications réglementaires.
- Entrée en vigueur : il est par conséquent possible que l'UE et le Canada mettent provisoirement en œuvre l'AECG en mai 2017. La mise en œuvre provisoire couvrira tous les domaines de l'accord, à l'exception des provisions sur le système de règlement des différends entre investisseurs.

Le commerce, c'est mon avenir

La campagne de l'ACCA « Le commerce, c'est mon avenir », continue de battre son plein ce mois-ci. Tous les députés ont reçu la carte postale et l'article portant sur le producteur d'orge Matt Sawyer, un agriculteur de troisième génération en Alberta, qui cultive du blé, de l'orge brassicole et du canola. Matt élève également des bovins de race Black Angus. Cette campagne vise à raconter comment les agriculteurs et transformateurs canadiens

Suite 1207, 350 Sparks Street Ottawa, Ontario K1R 7S8 T 613.560.0500 F 613.233.2860 CAFTA.ORG

dépendent du commerce.

Visionnez une vidéo et lisez l'histoire de Matt Sawyer: http://cafta.org/trade-is-my-future/ (en anglais).

Autres nouvelles

ALE Japon-UE
Le Japon et l'Union européenne pourraient conclure l'accord d'ici la fin de 2016 ou au début de 2017. https://sputniknews.com/business/201612051048175006-japan-eu-free-trade-deal/

L'UE publie une étude sur les impacts des ALE sur l'agriculture
L'UE a publié une étude économique des effets cumulés des accords commerciaux dans le secteur agricole de l'UE — pour en savoir plus : http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-16-3673_fr.htm.

Une question de temps pour l'exemption concernant la fumigation en Inde
La dérogation du Canada concernant de la fumigation des légumineuses prendra fin en mars.
http://www.producer.com/2016/12/clock-ticks-on-indias-fumigation-exemption/

ALE Chine–Nouvelle-Zélande
La Chine et la Nouvelle-Zélande ont entrepris des négociations pour moderniser leur accord de libre-échange. http://www.euronews.com/2016/11/20/china-and-new-zealand-launch-negotiations-to-upgrade-free-trade-agreement

ALE UE-É.-U.
L'Union européenne a interrompu les pourparlers commerciaux avec les É.-U. en raison de l'incertitude liée au nouveau président Donald Trump. http://ipolitics.ca/2016/11/11/eu-pauses-trade-talks-with-us/

Au cas où cela vous aurait échappé…

ePing
L'OMC a lancé ePing, un nouveau système d'alerte en ligne pour aider les petites et moyennes entreprises (PME) à suivre les plus récentes exigences réglementaires et notifications touchant les marchés étrangers et les produits qui présentent un intérêt particulier pour eux. Le système permet d'accéder aux notifications des membres de l'OMC en matière d'OTC et de mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS).

Calculateur d'aides à l'agriculture qui faussent les échanges
Le calculateur Trade Distorting Support for Agriculture Calculator (en anglais) permet aux membres de l'OMC de prévoir rapidement et facilement les plafonds et dépenses en vertu de l'accord sur l'agriculture. Il permet également aux membres de modéliser les plafonds du Soutien global ayant des effets de distorsion des échanges et les modifications aux plafonds actuels en en vertu de l'accord sur l'agriculture.

Ce qu'il faut surveiller au moment de l'examen d'une notification
Cet article du Groupe Cairns (en anglais) propose un guide, étape par étape, pour interpréter et examiner les notifications du Comité sur l'agriculture de l'Organisation mondiale du commerce.